Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

LES EFFETS DÉSASTREUX DE LA BUREAUCRATIE

Le ministre de l'Intérieur accuse

Enrichissements personnels illicites pour nombre de bureaucrates sur fond d'absence de suivi et de contrôle. Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nourredine Bedoui, a appelé, lundi dernier à Oran, à déployer davantage d'efforts pour lutter contre la bureaucratie.

Et il n'y est pas allé avec le dos de la cuillère, multipliant les exemples de pratiques bureaucratiques et autres dérives persistantes. Dans une allocution qu'il a prononcée lors d'une rencontre régionale d'évaluation des activités des wilayas dans l'ouest du pays, le ministre a estimé «nécessaire de déployer davantage d'efforts pour lutter contre les comportements bureaucratiques qui persistent dans les services administratifs», ajoutant qu'«il s'agit d'un premier défi pour l'Etat». «Alors que nous avons introduit des solutions informatiques, les mêmes utilisées à travers le monde, les agents bureaucrates n'ont pas hésité à s'adapter au nouveau contexte pour chercher de nouveaux moyens d'enrichissement par des formes et des techniques nouvelles», a déploré M. Bédoui, selon une dépêche de l'APS diffusée lundi 13 juin 2016.

«Présence timide des services de contrôle et de suivi»

Ces situations, a relevé le ministre, «se produisent dans un contexte d'une présence timide des services de contrôle et de suivi. Ceci a encouragé la prise de mesures non prévues par la règlementation, la vente de documents mis gratuitement par l'Etat à la disposition des citoyens en plus de la commercialisation de rendez-vous pour l'obtention de documents biométriques et autres pratiques».

«Ces pratiques doivent être combattues avec fermeté et rigueur», a-t-il martelé, appelant les walis à mettre en place les instruments nécessaires pour garantir des prestations de service de qualité loin de toute pratique bureaucratique. Le ministre a mis en exergue la nécessité «d'opérer un changement positif et palpable dans ce domaine en procédant à l'intensification des efforts pour enrayer toute forme de faillite dont souffrent les services publics et qui porte atteinte à la crédibilité des services de l'Etat tant au niveau central que local». Ce regroupement régional est organisé en prévision de la rencontre annuelle gouvernement-walis. Les secrétaires généraux et cadres centraux de plusieurs ministères prennent part à la rencontre d'Oran, en plus des chefs de l'exécutif de 13 wilayas dans l'ouest du pays. Les travaux se sont déroulés autour de deux axes : le développement économique et l'amélioration des services publics.

Des recommandations et propositions ont été dégagées à l'issue de cette réunion.

Djilali Hadjadj

La commune, cadre idéal pour la démocratie locale

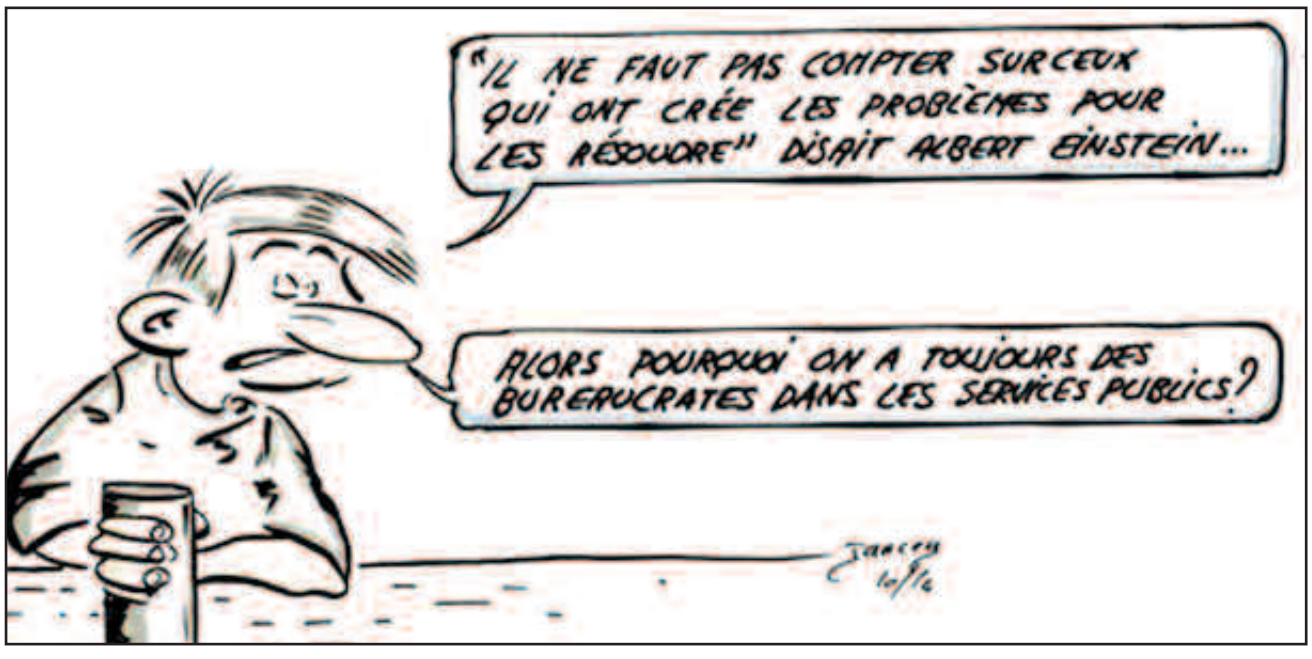
Les collectivités locales représentent le démembrement de l'Etat. Elles sont le cadre idéal de l'exercice de la démocratie locale et participative, et le fer de lance de la politique de décentralisation. Mais quand l'intégrité dans la gestion des collectivités locales fait défaut, cela donne lieu à la prolifération de la corruption dont sont énumérés ici les domaines et les secteurs les plus exposés : les marchés publics, le foncier et l'immobilier, les infrastructures de base, etc.

La gestion transparente des collectivités locales nécessite l'implication des citoyens. Théoriquement, le système démocratique s'exerce notamment à l'échelle de la commune et garantit une bonne utilisation des ressources et une gestion transparente des biens publics. Ce cadre de base est le lieu idéal pour y développer des coalitions locales de lutte contre la corruption, coalitions qui regroupent la société civile, le secteur privé et le secteur public.

La démocratisation locale et la décentralisation effective constituent des éléments constitutifs indissociables d'une gestion transparente des collectivités locales. Ces dernières se situent dans un rapport de proximité avec la population, connaissent en général mieux ses besoins et sont plus à même d'y répondre. Elles sont dans une situation privilégiée pour mobiliser les communautés pour les actions de développement local et promouvoir leur participation à la gestion des affaires publiques.

Le rapport de proximité qu'entretiennent les citoyens avec les institutions locales est un atout décisif pour promouvoir la transparence et l'intégrité de la gestion locale. Les bénéfices que les collectivités locales peuvent tirer d'un tel type de gestion sont nombreux. En rétablissant la confiance des investisseurs par une gestion démocratique, participative et intègre, elles augmentent leurs capacités d'attirer les ressources nécessaires au développement local.

D. H.



Transparence dans le processus de prise de décision

Il est largement reconnu qu'une gestion efficace des collectivités locales nécessite de promouvoir la participation de la société civile et la transparence dans le processus de prise de décision. Pour la plupart des citoyens, le contact avec l'administration locale représente la toute première expérience des services publics. La participation des citoyens au système démocratique se fait de plus en plus à l'échelle de la commune. Un citoyen faisant usage de son droit de vote lors des élections municipales est théoriquement en mesure d'exercer une influence sur la gestion de la communauté.

Les décisions et les prestations de services en matière de planification urbaine, d'entretien du réseau routier, de construction d'écoles et d'autres services publics sont souvent du ressort de l'administration locale. Cette dernière est beaucoup plus proche des réalités quotidiennes des citoyens que le gouvernement, car ses décisions ont un impact direct dans les domaines de la santé, du logement, de l'éducation, du traitement des ordures ménagères, de l'assainissement et de l'environnement.

Nombre d'experts recommandent aussi d'adopter une approche participative pour lutter efficacement contre la corruption et s'éloignent progressivement des démarches de réformes plus traditionnelles, qui avaient tendance à imposer le changement du haut vers le bas.

Cette prise de conscience grandissante de l'efficacité des démarches participatives tend à faire des collectivités locales un domaine de prédilection de la lutte contre la corruption. Les populations locales sont les premières touchées par les conséquences dévastatrices de la corruption et sont, de ce fait, motivées et mobilisables pour constituer des coalitions réunies autour d'un objectif commun.

D. H.